



SENEGAL

DECLARATION DU SENEGAL

★=★=★=★=★=★=★=★=★=★

**A L'OCCASION DU DEBAT THEMATIQUE
DE LA PREMIERE COMMISSION SUR :
«LES ARMES NUCLEAIRES»**

★=★=★=★

**EN MARGE DE LA 70^{ème} SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES**

=★=★=★=★=★=★=★=

New York le 20 Octobre 2015

Vérifier au prononcé

Monsieur le Président,

Ma délégation se réjouit de prendre part à ce débat thématique sur les armes nucléaires et de l'opportunité qui lui est ainsi offerte de partager ses vues sur cette importante problématique qui focalise, à juste titre, l'attention de toute la communauté internationale.

Le débat de cette année coïncide avec les 70 ans des bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki célébrés les 6 et 9 août dernier au Japon et à travers le monde avec comme objectif majeur d'exiger le désarmement nucléaire. C'est l'occasion pour moi de rendre un hommage aux victimes des premières et plus importantes attaques nucléaires de l'histoire de l'humanité et d'inviter les détenteurs de l'arme nucléaire à tout faire pour une abolition totale de l'arme atomique.

En effet, l'heure est à la réflexion et aux interrogations sur la persistance de telles armes. Ainsi, selon certaines sources, plus de 15 000 armes nucléaires réparties entre neuf pays, seraient présentes dans le monde, constituant une menace grave pour notre planète aussi bien pour les êtres qui y vivent que pour leur milieu de vie.

Et compte tenu des coûts importants qu'impliquent la fabrication et le développement des armes nucléaires, l'élargissement des programmes militaires atomiques reste un motif réel d'inquiétude.

C'est pourquoi mon pays milite pour l'éradication totale des activités nucléaires à vocation militaire et non pour leur simple réduction, seule assurance que le monde a contre la dévastation et la misère, qui sont les effets de l'utilisation des armes nucléaires. Cela permettra d'assurer la survie de notre planète aux générations futures, de vivre non dans la peur de la détonation de bombes atomiques mais, dans un monde pacifique, sûr et prospère.

Nous réitérons ici, notre soutien à « l'Engagement humanitaire » précédemment «Engagement de Vienne », pris lors de la 9^{eme} Conférence de révision du Traité sur la non-prolifération des Armes nucléaires tenue à New York en mai 2015, qui a vu 119 pays l'endosser, traduisant ainsi leur volonté et celle des acteurs de la société civile de trouver d'autres voies et moyens efficaces permettant d'éradiquer ces types d'armes qui constituent une menace constante pour l'humanité.

Aussi, sommes-nous conscients des nombreux efforts déployés par certains États membres, les organisations non gouvernementales et autres groupes d'intérêt pour inciter les États dotés d'armes nucléaires à réduire leurs stocks d'ogives nucléaires. Toutefois, la destruction totale de ces stocks devrait être l'ultime objectif des États qui en sont détenteurs.

Monsieur le Président,

En dépit de notre volonté commune, plusieurs fois réaffirmée, force est de constater que le désarmement nucléaire auquel nous aspirons, devient de plus en plus une utopie. En effet, les traités ne prévoient que la destruction des missiles porteurs et non des têtes nucléaires, créant ainsi un « potentiel nucléaire réversible ».

Et pourtant, dans notre entendement, le concept de la dissuasion, que légitime la détention, devrait garantir la paix.

Il est dès lors indispensable de renforcer l'autorité du TNP, pierre angulaire du régime mondial de désarmement et de non-prolifération, à travers son

universalisation et le respect des engagements antérieurement convenus. Sous ce rapport, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a un rôle de premier plan à jouer pour l'adoption de mesures efficaces en vue d'enrayer la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires.

Néanmoins, l'AIEA ne pourra s'acquitter convenablement de ses missions que si nous consentons à mettre à sa disposition les moyens et outils conséquents pour lui permettre, entre autres, de renforcer ses capacités de vérification et de supervision.

Dans la même veine, l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN), ainsi que la conclusion d'une convention interdisant la production des matières fissiles à des fins militaires contribueraient efficacement au renforcement des efforts vers le désarmement général et complet.

Nous déplorons encore une fois, le manque de consensus constaté lors de la Conférence de révision du TNP de 2015 et réaffirmons que la tenue de la Conférence pour une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen Orient constituerait un pas décisif vers le désarmement nucléaire.

Monsieur le Président,

La paix est une affaire de conscience et de conscience collective. C'est certainement très bien d'en parler, mais sans développement de cette conscience, et sans moyen pour développer cette conscience, cela restera de belles paroles fleuries. Ainsi, la volonté politique de progresser ou d'en tirer parti devrait davantage guider nos débats si toutefois, un monde exempt d'armes nucléaires est l'objectif global que tous les Etats veulent atteindre.

L'occasion nous est donnée de promouvoir des actions concrètes afin de parvenir à un monde pacifique et sûr dépourvu d'armes nucléaires. A ce propos, le Sénégal est favorable à la tenue en 2018, d'une Conférence internationale de Haut niveau des Nations Unies sur le Désarmement nucléaire, telle que formulée dans la résolution 68/32 de l'Assemblée générale. La mise en œuvre des recommandations qui en découleront participeront, sans aucun doute, à la réalisation de cet objectif.

Aussi, nourrissons-nous l'espoir que notre session de cette année sera pleinement mise à profit pour agir et parvenir à l'unique objectif à même de garantir le maintien de la paix à travers le monde : l'élimination totale des armes nucléaires afin d'éviter tout risque de prolifération.

Je vous remercie de votre attention.